

DROIT(S) ET POLITIQUE(S) DU TRAVAIL SEXUEL

Lundi 13 et Mardi 14 avril 2026

Sénat - 15 rue Vaugirard - Paris 6ème

Sciences Po Paris - Salle G009 - 28 rue des Saints Pères - Paris 7ème



A suivre en présentiel ou en visioconférence (visio possible le jour 2 uniquement)

Inscription gratuite mais obligatoire : <https://urls.fr/NLLGzk>



Crédit : Norma Parott, Macadam #1

PROGRAMME

Lundi 13 avril – Sénat

Droit et Institutions

■ **Matin : La proposition de loi et son contexte socio-politique**

09h00 - Accueil

Anne Souyris, Sénatrice de Paris

09h10 - Introduction : la démarche du projet DPTS2026

Benoît Schmaltz, Maître de conférences en droit public, CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Etienne et pilote du projet

Anaïs de Lenclos, Porte-Parole de la Fédération Parapluie Rouge

Cybèle Lespérance, Coordinatrice de l'association Tullia

09h30 - Le contexte : repression de la prostitution et conditions de vie des travailleur-euses sexuel-les

■ **Origine et actualité de la lutte contre le travail sexuel en France**

Samantha Pratali, Maîtresse de conférences en histoire du droit, C3RD, Université catholique de Lille

Cybèle Lespérance, Coordinatrice de l'association Tullia

Joséphine, Présidente de Cabiria

■ **La pénalisation des clients sous surveillance**

Giovanna Rincon, Directrice d'Acceptess-T, requérante devant la CEDH

Hélène Le Bail, Chargée de recherche CNRS, CERI, Sciences Po Paris

■ **Les réalités du travail sexuel et des associations**

Association les Roses d'acier, Paris

Amanda, Association PDA, Besançon

Paul Lervy-Mayere, Association Les Lucioles, Nice

Association Grisélidis, Toulouse

11h00 - 11h30 : Pause

11h30 - Présentation de la proposition de loi communautaire

Par des représentant-es des associations communautaires et alliées et l'équipe de travail de l'ANR Droit(s) et Politique(s) du Travail sexuel 2026

12h00 - Débat avec la salle sur la proposition de loi

12h30 - 14h00 : Pause repas

■ Après-Midi : La dynamique communautaire et associative européenne et internationale

14h00 - Perspectives comparées européennes et internationales : Elu-es, Chercheur-ses et Activistes

Modération : Elizabeth McGuinness, Policy Officer, European Sex Workers' Alliance (ESWA)

14h10 - Perspectives comparées européennes et internationales : Elu-es, Chercheur-ses et Activistes

Association SWAG, SexWorker Autodefensia Group (Berlin)

Association OTRAS, Organización de Trabajadoras Sexuales (Espagne)

Anne Souyris, Sénatrice de Paris

Andy Kerbrat, Député de Loire-Atlantique

Juan Florian Silva, Vice-consul de Colombie en Belgique, ancien ministre de l'Égalité et de l'Équité de Colombie

Laura Baillie, Political Officer for Scotland for Decrim (Ecosse)

Bruno Py, Professeur de droit privé et sciences criminelles, Université de Lorraine

Dr. Tlaleng Mokokeng, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à la santé (en vidéo)

16h15 - 16h30 : Pause

16h30 - La décriminalisation du travail sexuel : une question de santé publique et de droits humains

Modération : Luca Stevenson, International Planned Parenthood Federation, Global Network of Sex Work Projects, UNS

Sébastien Tuller, Commission OSIG, Amnesty International

Laurent Geffroy, Secrétaire général, Conseil National du Sida et des hépatites virales

Jean-François Corty, Président, Médecins Du Monde

Sarah Durocher, Présidente, Planning Familial

Lilana Keith, Senior Advocacy Officer Labour Rights and Labour Migration, PICUM

Suzanne Hoff, International Coordinator, La Strada International

Mardi 14 avril – Sciences Po Paris

Journée d'étude

Le travail sexuel en question : Proposer des alternatives législatives dans un contexte de polarisation politique

A l'occasion des 10 ans du vote de la « Loi prostitution » en 2016, cette journée d'étude propose de présenter des recherches récentes ayant privilégié des approches interdisciplinaires, inter-professionnelles et collaboratives. Elle vise à discuter les lois encadrant la vente de services sexuels et à présenter des législations alternatives.

Cette journée d'étude reposera sur la mise en valeur de trois projets principaux. Premièrement, le projet ANR Droit(s) et Politique(s) du Travail sexuel (DPTS2026) qui a rassemblé des membres associatifs, en particulier des associations de travailleuses sexuelles, et des universitaires (chercheur-es et étudiant-es) en droit, sociologie, histoire, linguistique et science politique. Ce projet a mené une enquête communautaire pour récolter les besoins des travailleuses sexuelles et a travaillé en collaboration entre juristes et associations pour élaborer une proposition de loi partant du terrain sur la question du travail sexuel. Ce projet de loi sera présenté la veille au Sénat. Deuxièmement, le projet mené au LIEPP et intitulé « Évaluer la pénalisation du proxénétisme en France » qui a développé une méthodologie croisant analyse du contentieux et enquête par entretiens auprès des professionnel·les du droit et de la police. Troisièmement, la journée d'étude rendra compte de l'importance des paroles et mobilisations des travailleuses sexuelles en présentant des dynamiques associatives de collecte, d'analyse et de mise en valeur des archives.

09h00 - Introduction

Hélène Le Bail, Chargée de recherche CNRS, CERI et LIEPP, Sciences Po Paris

Benoît Schmaltz, Maître de conférences en droit public, CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Etienne et pilote du projet

Anais de Lenclos, Porte-parole de la Fédération Parapluie Rouge

09h15

■ Travail sexuel et recherche : évolution des objets, évolutions des recherches ?

1. Les recherches en histoire et les projets d'archivage

■ L'histoire du droit des minorités et des lois sur la prostitution en France

Samantha Pratali, Maîtresse de conférences en histoire du droit, C3RD, Université catholique de Lille

■ Quelles archives sur les lois et les mobilisations autour du travail sexuel ?

Cybèle Lespérance & Vladimyr, Militant-es TDS & Association Tullia

10h45 - 11h00 : Pause

11h00

2. Les recherches en droit et sociologie politique sur l'évaluation des lois entourant la prostitution

Hélène Le Bail, Chargée de recherche CNRS, CERI-LIEPP, Sciences Po Paris

Mathilde Geoffroy, Elève avocate, Ecole de Droit de Sciences Po Paris

Marie Mercat-Brun, Professeure en droit, Ecole de Droit et LIEPP, Sciences Po Paris

Marie Boussagnet, Doctorante en droit privé, IRJ de la Sorbonne, Université Paris 1

3. Les recherches en droit positif sur les lois de politique prostitutionnelle

Arnaud Casado, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles, ISST, Université Paris 1

Sarah-Marie Maffesoli, Docteure en droit public, référente technique et plaidoyer Travail du Sexe, Médecins du Monde-France

Salomé Lannier, Chercheuse postdoctorale en droit privé et sciences criminelles à l'Université du Luxembourg

Lucien Carrier, Chercheur post-doctoral en droit public, Chaire de Droit Public et Politiques Comparés, CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Etienne

12h30 - 14h00 : Pause repas

14h00

■ Réflexions méthodologiques : des méthodes interdisciplinaires et inclusives

■ Consultation communautaire

Cybèle Lespérance, Militante TDS & Association Tullia

Violet-te, Militante TDS & Association Tullia

Céline Belledent, Enseignante-chercheuse en sociologie, Centre Max Weber, Université Jean Monnet Saint-Etienne

Hélène Le Bail, Chargée de recherche CNRS en science politique, CERI, Sciences Po Paris

Héloïse Kordic, Ingénieure d'études, CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Etienne

■ Ecriture d'une proposition de Loi

Pomme Duchesse, Représentante de l'association Le Prisme (Tours)

Camille Brouqué, Doctorante en droit privé et sciences criminelles, Université de Limoges

Dominique Lagorgette, Professeure en science du langage, Université Savoie Mont Blanc

Raphaël Serres Lagorgette, Chercheur post-doctoral en droit privé et sciences criminelles pour DPTS2026, CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Etienne

■ Tiers-veillance

Hélène Chauveau, Chargée de projet Recherche Participative à la Boutique des Sciences (Lyon)

15h30

■ Réflexions méthodologiques : des productions collectives

■ Lexique du travail sexuel

Par le projet DPTS2026 et l'association Tullia

Dominique Lagorgette, Professeure en science du langage, Université Savoie Mont Blanc

Cybèle Lespérance, Militante TDS & Association Tullia

Samantha Pratali, Maîtresse de conférence en histoire du droit, C3RD, Université catholique de Lille

■ Décisions de justice alternatives

Par les étudiant-es du collège de droit de Saint-Etienne

Benoît Schmaltz, Maître de conférences en droit public, CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Etienne et pilote du projet

■ Rapport académique sur la proposition de loi

Par des juristes alliés et critiques

Mélanie Jaoul, Maîtresse de conférences en droit privé, Université de Montpellier

Benjamin Moron-Puech, Professeur de droit privé et sciences criminelles, CERCRID, Université Lumière Lyon 2

17h00

■ Exposition des réalisations - déambulation commentée

■ Exposition des posters LIEPP du projet « Evaluer la pénalisation du proxénétisme en France »

■ Exposition des contre-cartes de la consultation communautaire du projet DPTS2026

■ Exposition d'affiches de la proposition de loi du projet DPTS2026

■ Exposition d'affiches du « Lexique du travail sexuel » de l'association Tullia

■ Projection des interviews de l'atelier international Dignity By Design

